

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 31/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VETAGRI

Rue Arthur Enaud
BP 572
22600 Loudéac

Références : 2024.177 - recommandé N° 1A 201 646 9256 9

Code AIOT : 0005500159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2024 dans l'établissement VETAGRI implanté 59 RUE ARTHUR ENAUD 22600 LOUDEAC. L'inspection a été annoncée le 17/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du site VETAGRI de Loudéac s'est déroulée le 07/05/2024, dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées suivies par la DREAL Bretagne. Du fait de ses activités et des produits présents, le site est principalement concerné par des enjeux liés au risque incendie et à celui de pollution des eaux par des toxiques.

L'inspection a donc eu pour principal objectif de vérifier la conformité des éléments présents dans l'établissement susceptibles de concourir à l'apparition de ces risques et des moyens permettant de les maîtriser.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VETAGRI
- 59 RUE ARTHUR ENAUD 22600 LOUDEAC
- Code AIOT : 0005500159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine VETAGRI de Loudéac a été créée en 1971 pour l'exploitation d'un atelier de fabrication d'additifs alimentaires pour animaux et de produits vétérinaires.

En 1992, le site s'est agrandi et ses activités ont été encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter signé le 23/12/1992. Depuis cette date, des évolutions d'activité ont eu lieu. En particulier, l'activité vétérinaire a été arrêtée et, actuellement, l'activité principale du site est la fabrication d'aliments minéraux pour le bétail.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/02/1992, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Liste des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
3	Foudre	Arrêté Préfectoral du 11/02/1992, article 27	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/02/1992, article 31	Demande d'action corrective	3 mois
7	Gestion des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
8	Poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 et 56	Demande d'action corrective	3 mois
10	Emballage	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		23/12/1998, article 3.3		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Rétention	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé le 07/05/2024 sur le site VETAGRI de Loudéac a mis en évidence de nombreuses non conformités dans l'organisation et le suivi de son établissement.

En particulier, l'inspection propose au Préfet de mettre l'exploitant en demeure de réaliser rapidement les travaux nécessaires à la mise en conformité de ses installations électriques et de sa centrale de détection incendie.

L'exploitant doit également mettre en place un suivi de ses stocks de produits dangereux, améliorer sa défense incendie, analyser ses émissions atmosphériques, prendre en compte les évolutions de la nomenclature des installations classées et vérifier la régularité de sa situation administrative, et identifier l'organisation de son réseau d'eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/1992, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La société VETAGRI est autorisée à agrandir et à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de produits minéraux et d'aliments de bétail [...] situées en zone industrielle de Loudéac, rue Arthur Enaud. Cet établissement comprend les activités classées ci-après [...]
Constats : Depuis le 11/02/1992, date de signature de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site VETAGRI à Loudéac, les activités de l'établissement et la nomenclature des installations classées ont évolué. Au cours du temps, l'exploitant a transmis au préfet des Côtes-d'Armor plusieurs dossiers l'informant de l'évolution de ses activités. Le dernier date de juin 2020 et indique que l'entreprise est désormais soumise : - au régime de l'enregistrement sous la rubrique ICPE n° 2515, au titre des activités de tamisage, mélange et ensachage de produits minéraux naturels ou artificiels ; la puissance maximale de

<p>l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant évaluée à 589 kW ;</p> <p>- au régime de la déclaration sous la rubrique ICPE n° 4510, du fait du stockage de 60.86 tonnes de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigüe 1 ou chronique 1.</p> <p>Ce dossier étudie également un éventuel classement sous les rubriques ICPE n° 1510, 1530, 1532 et 2663 et conclut alors que ce n'est pas le cas.</p> <p>Le 07/05/2024, l'inspection informe l'exploitant qu'il est classé sous la rubrique ICPE n° 4510, non pas sous le régime de la déclaration, mais sous celui de la déclaration avec contrôle périodique.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection explique à l'exploitant que l'approche du classement sous la rubrique ICPE n° 1510 a évolué depuis 2020 : une entreprise stockant plus de 500 tonnes de matières combustibles variées peut être classée sous cette rubrique dès lors que le stockage est réalisé dans une ou plusieurs installations portant toiture, situées à moins de 40 m les unes des autres, dont le volume cumulé est supérieur à 5000 m3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des évolutions des équipements de l'entreprise et de l'application de la nomenclature des installations classées, l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser son classement sous les rubriques ICPE n° 2515 et 4510 et de se positionner vis-à-vis d'un éventuel classement sous la rubrique ICPE n° 1510, en fournissant les éléments d'appréciation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Liste des produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des produits dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 07/05/2024, l'inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas de registre dans lequel il serait possible de connaître la nature et les quantités maximales de produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement ainsi que leurs lieux de stockage.</p> <p>Cependant, l'exploitant a indiqué disposer d'un suivi logistique de ses stocks qui détaille la quantité détenue pour chaque produit stocké dans l'établissement.</p> <p>L'exploitant dispose également d'un plan informatisé qui localise l'emplacement des principaux</p>

risques présents dans l'usine, en particulier les risques d'incendie et d'écoulement/pollution. Cependant, suite à la visite des locaux, l'inspection constate que ce plan n'est pas à jour (bâtiment 4 non identifié comme étant à risque alors qu'il contient des stockages de matières combustibles et de produits toxiques).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'établir un registre listant :

- les produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement,
- leur nature,
- les mentions de dangers,
- les rubriques ICPE associées,
- les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur site.

L'exploitant pourra utiliser ce document pour vérifier que l'application de la règle des cumuls ne le fait pas basculer sous le statut SEVESO.

L'inspection demande également à l'exploitant de mettre à jour son plan de localisation des risques. A noter que le risque d'écoulement/pollution peut également apparaître au niveau des zones de stockages des produits toxiques dans la mesure où ceux-ci sont susceptibles de se solubiliser dans les eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/1992, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

En tant que de besoin, les installations seront protégées contre la foudre [...]

Constats :

L'exploitant a fait réaliser l'analyse du risque Foudre de ses installations de production par l'APAVE le 14/01/2018.

Le 28/03/2024, ce document a été utilisé par le cabinet BCM Foudre pour rédiger une étude technique à l'issue de laquelle il est conseillé à l'exploitant de :

- déposer le PDA en place au niveau des bâtiments (absence de risque d'effet direct de la foudre) ;
- protéger les TGBT et le tableau B2 des bureaux des effets indirects par des parafoudres (tout en retirant les éléments anciens qui sont présents dans les installations sans être câblés !);
- d'inclure le risque Foudre en cas d'orage dans les procédures d'exploitation du site.

Par ailleurs, l'exploitant dispose également d'un carnet de bord destiné à suivre les opérations de maintenance et de vérification (rédigé le 28/03/2024 - non complété) et d'une notice de vérification et de maintenance des dispositifs de protection contre la foudre.

Le 07/05/2024, l'exploitant a indiqué n'avoir ni mis en œuvre, ni planifié, les actions correctives préconisées par l'étude technique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les travaux sur les dispositifs de protection contre la foudre, tel que préconisé dans l'étude technique du 28/03/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> [...]
Constats : Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni : <ul style="list-style-type: none"> - le rapport d'examen des installations électriques par thermographie infrarouge, réalisé par le Bureau VERITAS le 11/03/2024 qui identifie plusieurs dysfonctionnements ; - le certificat Q19 associé au contrôle précédent, établi le 11/03/2024 ; ce document indique la présence d'écarts nécessitant la mise en œuvre d'actions correctives à réaliser sous 2 mois (priorité 2). <p>Le 07/05/2024, l'exploitant a présenté en séance le rapport n° 7841397/1.23.1.R relatif à la vérification des installations électriques, rédigé par Bureau VERITAS suite au contrôle mené les 25 et 26/03/2024 ainsi que le certificat Q18 associé (référence n° 7841397/1.23.1.Q18).</p> <p>Ces documents indiquent la présence d'écarts qui conduisent à la conclusion que ces installations peuvent être à l'origine de risque d'incendie ou d'explosion, notamment du fait de l'absence ou inadaptation des dispositifs contre les surintensités, la présence de poussières dans les armoires électriques et l'inadaptation des matériels présents dans les locaux à risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Compte-tenu des constats effectués le 07/05/2024, l'inspection propose à M. Le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux de mise en conformité de ces installations électriques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 5 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

[...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés ;

[...]

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;

[...]

- un système interne d'alerte incendie.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni :

- le rapport d'intervention n° S035077 rédigé par la société ASI le 27/04/2023, suite à visite de maintenance des extincteurs présents sur le site ; ce document met en évidence la réalisation d'opération de maintenance sur plusieurs appareils ;

- le rapport d'intervention n° 03438646-001, rédigé par la société DESAUTEL suite à la vérification périodique annuelle du système de sécurité incendie (SSI) du site, mené le 29/03/2024 ; ce document indique la présence de dysfonctionnements, notamment au niveau de certains diffuseurs sonores et de l'affichage des alertes reporté au niveau du bureau.

Le 07/05/2024, l'inspection a constaté que la centrale de détection incendie indiquait toujours l'existence d'un dérangement (voyant "Dérangement général" orange).

Lors du contrôle, l'exploitant a également présenté un plan d'intervention général qui indique le positionnement des bâtiments et de leurs issues, la localisation des poteaux incendie et de la colonne sèche, l'emplacement des locaux à risques particuliers ainsi que celui de la coupure électrique.

Cependant, l'inspection note que ce plan est stocké au format informatique et n'est actuellement pas diffusé.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué, qu'en cas de déclenchement de l'alarme incendie, l'alerte était reportée vers une centrale de surveillance externe qui se chargerait de prévenir le personnel d'astreinte. Si nécessaire, le SDIS22 serait ensuite prévenu par le personnel de l'entreprise.

Compte tenu des constats exposés ci-dessus, l'inspection propose à M. Le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à la remise en état de la centrale de

détection incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Par ailleurs, l'inspection demande également à l'exploitant de prévoir une organisation lui permettant de mettre rapidement à disposition des services de secours le plan d'intervention général, éventuellement actualisé, ainsi que l'ensemble des documents susceptibles de leur fournir une information utile pour leur intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/1992, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement devra pouvoir disposer à moins de 100 m de ses limites d'un ou plusieurs poteaux incendie conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir un débit de 1000 l par minute (soit 60 m ³ /h) sous une pression dynamique de 1 bar. En cas d'impossibilité matérielle, une réserve d'eau d'un volume de 120 m ³ devra être créée. Une plateforme d'aspiration pompier sera aménagée. [...] [...] En outre, l'établissement devra être équipé de moyens de secours contre l'incendie comprenant au moins : [...] ; <ul style="list-style-type: none"> - d'une ou plusieurs colonnes sèches. La prise de chaque colonne devra être facilement accessible et signalée. [...] Ces matériels devront être maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.
Constats : Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni un plan localisant les deux poteaux incendie les plus proches des installations VETAGRI, référencés n° 22136-0023 LCBC et 22136-0069 LCBC. L'inspection constate que certains points du site sont à plus de 100 m de ces poteaux, notamment si on tient compte de la présence d'une clôture autour du site et de l'emplacement des portails qui permettraient de dérouler les tuyaux (d'après le site Géoportail, la distance d'accès au point le plus éloigné des poteaux incendie est estimée à 180 m). Par ailleurs, lors de la visite réalisée le 07/05/2024, l'inspection a constaté que la colonne sèche était positionnée à l'intérieur des locaux de production, ce qui peut la rendre difficilement accessible pour les services de secours. Post inspection, l'exploitant a fourni les rapports de vérification de ces hydrants réalisés les 31 juillet et 24 novembre 2023 par la SAUR. Ces deux poteaux sont capables de délivrer 60 m ³ /h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de solliciter le SDIS22 afin de déterminer si l'emplacement des poteaux incendie existants restent malgré tout acceptable au vu des moyens utilisés par le service de secours ou, s'il est nécessaire de mettre en place une réserve d'eau complémentaire, comme préconisé par l'article 31 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/02/1992. Dans ce cas, cet équipement devra être positionné comme indiqué par le SDIS22.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Gestion des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : [...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]
Constats : La prescription contrôlée est issue de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 qui encadre l'organisation et le fonctionnement des installations soumises à la rubrique ICPE n° 2515 (broyage, concassage, ensilage, mélange, ... de produits minéraux naturels). Réglementairement, il n'est pas prévu qu'elle soit applicable aux installations existantes, déclarées avant la parution de cet arrêté. L'établissement VETAGRI, ayant été autorisé en 1992, n'est donc pas obligé d'y répondre. Cependant, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que cette obligation de contenir les eaux d'extinction est également prévue dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 qui encadre la rubrique ICPE n° 1510 (stockage de produits combustibles), rubrique vis-à-vis de laquelle il doit se positionner (voir fiche n° 1 de ce rapport). Actuellement, l'établissement VETAGRI est autorisé à stocker jusqu'à 75 tonnes de produits toxiques soumis à la rubrique ICPE n° 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1) et, le 7 mai 2024, l'inspection a constaté la présence de ces produits dans les stockages de l'établissement (magasin 1, bâtiment 3 et le bâtiment 4), conditionnés en sacs carton et en big-bag), Vu leurs caractéristiques physico-chimiques, ils se solubiliseraient, au moins en partie, dans les eaux d'extinction utilisées lors de la lutte contre un sinistre.

<p>Le 7 mai 2024, l'exploitant ne disposait d'aucun moyen permettant de confiner sur son site les eaux d'extinction d'incendie, potentiellement polluées.</p> <p>La visite des lieux laisse supposer que les eaux d'extinction d'incendie rejoindraient le réseau des eaux pluviales, réseau dont les exutoires sont, à ce jour, mal connus de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des constats exposés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant d'identifier l'organisation de son réseau d'eaux pluviales, notamment son ou ses débouchés.</p> <p>L'inspection demande également à l'exploitant d'étudier quels seraient les moyens qui permettraient de confiner les eaux d'extinction potentiellement polluées sur son site. Il transmettra alors à l'inspection un planning prévisionnel détaillant la réalisation des travaux nécessaires à leur mise en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 et 56</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussières dans l'environnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 41 : Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :</p> <p>[...] – pour les autres installations : 40 mg/Nm³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm³ pour les installations nouvelles.</p> <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p> <p>Article 56 :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 57 à 59. [...]</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides et gazeux sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport n° 22324124-1, rédigé par l'APAVE suite à la campagne de mesure des rejets atmosphériques du site VETAGRI de Loudéac, réalisée du 19 au 21 octobre 2022.</p> <p>Les mesures de poussières réalisées au niveau des différents points de rejet canalisés de l'usine sont toutes comprises entre 0,3 mg/m³ et 3,55 mg/m³. Ces concentrations sont inférieures aux valeurs limites réglementaires applicables au site (article 41 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012). Depuis cette date, aucune autre campagne d'analyse n'a été réalisée.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant ne respecte pas la périodicité annuelle décrite à l'article 56</p>

de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de réaliser 1 fois/an des analyses de poussières dans ses rejets atmosphériques canalisés. Les résultats des analyses réalisées en 2024 seront transmis à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage comprenant des substances ou préparations liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; – 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en condition normale.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p>
Constats : <p>L'établissement VETAGRI stocke de la mélasse et de l'huile dans des réservoirs de 50 m3 positionnés dans une rétention bétonnée de 53 m3 (information contenue dans le dossier transmis en 2020).</p> <p>Bien que n'étant pas toxiques, un écoulement important de ces produits dans un réseau d'eaux pluviales peut provoquer une pollution du milieu.</p> <p>Le 07/05/2024, l'inspection a constaté que les réservoirs étaient équipés de dispositifs de jaugeage, que la rétention positionnée sous les réservoirs était vide et que les différentes vannes étaient positionnées au-dessus de la rétention. L'exploitant a indiqué que, du fait de l'absence de dispositif de vidange, l'état de la rétention était régulièrement contrôlé visuellement et que des opérations de pompage étaient mises en œuvre pour en retirer les eaux de pluie.</p> <p>Cependant l'inspection a également constaté la présence d'une anomalie sur l'enveloppe externe du réservoir de mélasse.</p> <p>Bien que le volume de la rétention soit, à priori, suffisant pour récupérer l'intégralité du contenu d'un réservoir, l'inspection conseille à l'exploitant de vérifier l'état de la structure du réservoir de mélasse.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Emballage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquette
Prescription contrôlée : [...] <p>Les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, notamment à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ou au règlement CLP no 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et mélanges.</p>
Constats : <p>Le 07/05/2024, l'inspection a constaté que les réservoirs contenant de la mélasse ou de l'huile ne portent aucune information relative au produit contenu et à la capacité maximale du récipient.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Compte tenu du constat présenté ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un affichage sur les réservoirs utilisés pour stocker l'huile et la mélasse. Cet affichage indiquera la capacité maximale du réservoir ainsi que le nom du produit contenu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois